

LE MENSUEL DE LA FONDATION iFRAP

SOCIÉTÉ CIVILE

Enquêter pour réformer N° 205

Faiblesse du temps DE TRAVAIL : 107 Mds d'euros de valeur ajoutée perdus

Octobre 2019 - 8 €



FONDATION POUR LA RECHERCHE
SUR LES ADMINISTRATIONS ET
LES POLITIQUES PUBLIQUES

FAIBLESSE DU TEMPS DE TRAVAIL :

107 milliards d'euros de valeur ajoutée perdus...

9

S'intéresser à la durée du travail, c'est s'intéresser à une variable clé de l'économie. C'est réfléchir à la raison pour laquelle la France a vu, au cours des dernières années, sa position dans le classement des principaux pays de la zone euro, en termes de PIB par habitant, stagner et même reculer.

La production est en effet le produit de la productivité horaire, qui résulte de la technique et de l'organisation de l'économie, et du nombre d'heures travaillées qui découle directement de la durée du travail et de la façon dont on mobilise la population en âge de travailler dans l'emploi.

La politique de réduction du temps de travail (passage aux 35 heures au tournant des années 2000¹) a abouti, c'était son but, à réduire la durée du travail des personnes en emploi. On peut s'interroger sur l'influence de cette politique sur la création d'emploi, sa justification étant, il y a vingt ans, de « partager le travail ».

Cette vision malthusienne de l'économie et sa mise en pratique par la réduction du temps de travail, ont échoué à abaisser le chômage car elle feint d'ignorer le côté offre de l'économie. Un supplément de création de valeur ne peut résulter que d'un accroissement de la productivité, à nombre d'heures de travail donné, ou bien d'une augmentation du nombre d'heures travaillées à productivité donnée. Si l'un est obtenu au détriment de l'autre, les conséquences en termes de supplément de valeur, et donc de créations d'emplois, sont incertaines.

La durée du travail est également un élément fondamental du triptyque « salaire-emploi-durée du travail » autour duquel s'organisent les négociations dans l'entreprise. C'est ainsi un élément clé de la compétitivité des entreprises. Celles-ci doivent pouvoir agir sur chacun des éléments du triptyque en fonction de leur situation propre et en accord avec leurs salariés. Les réformes récentes du marché du travail et de l'organisation des négociations (loi El Khomri², ordonnances Macron) ont permis de mettre fin à une situation de blocage résultant de l'imposition de manière centralisée et obligatoire d'une durée légale du travail de 35 heures à tous les secteurs de l'économie quelle que soit leur situation :

■ en 2018, la durée du travail effective des salariés à temps complet est de 1679 heures dans leur emploi principal. À champ comparable, Eurostat indique que la durée effective était de 1646 heures en 2015, soit parmi les plus faibles en Europe ;

■ en particulier le temps de travail des branches non marchandes (administration, défense, éducation, santé et action sociale) est particulièrement faible puisqu'il s'établit à 1290 heures effectives travaillées pour les salariés contre 1353 heures en Allemagne et 1525 au Royaume-Uni ;

■ si la France avait eu la même durée du travail que la moyenne d'un échantillon de pays européens comparables, elle aurait eu une valeur ajoutée supérieure de 80 milliards d'euros en 1998, de 150 milliards d'euros en 2002 et de 107 milliards d'euros en 2018 (euros constants de 2018) ;

■ dans le secteur non marchand français, la plus faible durée du travail a amputé la valeur ajoutée de 19 milliards d'euros en 1998, 43 milliards d'euros en 2002 et encore 34 milliards d'euros aujourd'hui (euros constants de 2018) ;

■ la plus faible durée du travail dans le secteur non marchand explique 24 % de la perte de valeur ajoutée pour l'ensemble des branches en 1998 et 32 % en 2018.

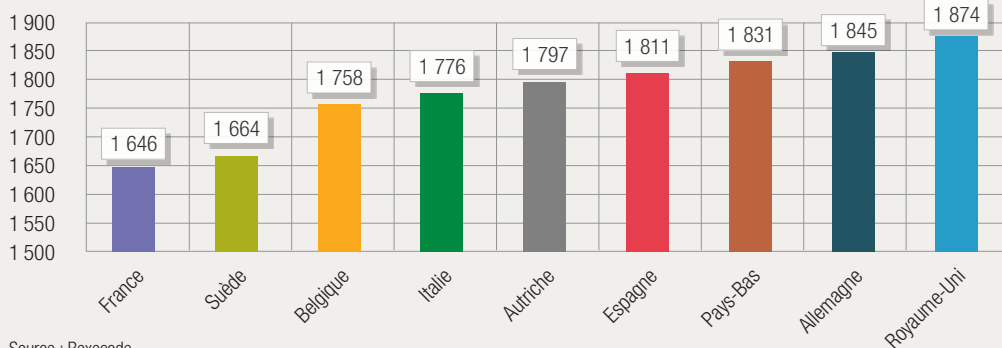
■ 1 La réforme des 35 heures fut mise en place par le gouvernement Lionel Jospin à partir de l'année 2000 et rendue obligatoire pour toutes les entreprises à compter du 1er janvier 2002, par deux lois votées en 1998 et 2000. La durée légale du temps de travail pour un salarié à temps plein fut fixée à 35 heures par semaine, en moyenne annuelle, au lieu de 39 heures précédemment, en contrepartie d'une plus grande flexibilité des horaires.

■ 2 Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « loi Travail » ou loi « El Khomri ».

■ Durée du travail et croissance: les chiffres clés ■

10

Durée annuelle effective de travail des salariés à temps complet en 2015 (en heures)



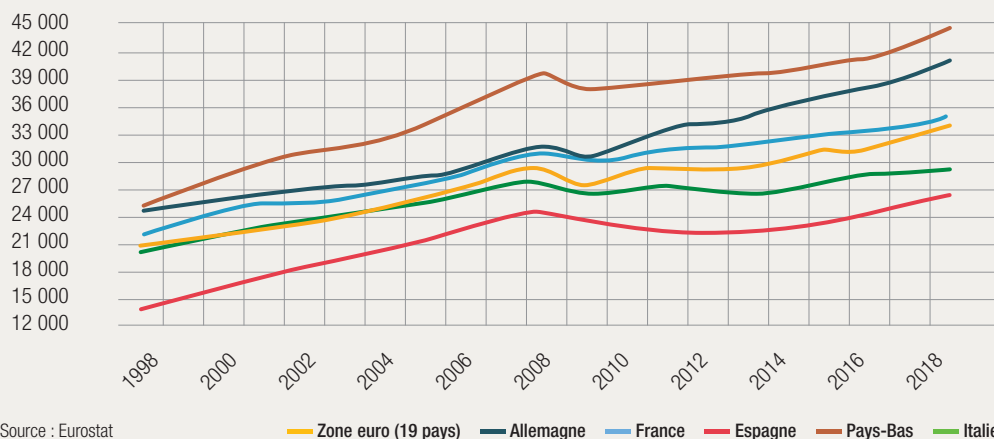
Source : Rexecode

Évolution 2010-2018 en millions d'heures travaillées (ensemble des actifs)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Évolution |
|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------|
| Belgique | 6916 | 7073 | 7105 | 7074 | 7092 | 7117 | 7207 | 7317 | 7430 | 7 % |
| Allemagne | 58 524 | 59 279 | 59 162 | 59 140 | 59 827 | 60 405 | 60 888 | 61 564 | 62 344 | 7 % |
| Espagne | 33 591 | 32 788 | 31 204 | 30 250 | 30 569 | 31 527 | 32 372 | 32 977 | 33 900 | 1 % |
| France | 41 338 | 41 825 | 41 820 | 41 499 | 41 496 | 41 620 | 41 959 | 41 912 | 42 043 | 2 % |
| Italie | 44 015 | 44 052 | 42 946 | 41 823 | 41 794 | 42 087 | 42 742 | 43 173 | 43 642 | -1 % |
| Pays-Bas | 12 463 | 12 576 | 12 465 | 12 355 | 12 438 | 12 559 | 12 854 | 13 115 | 13 408 | 8 % |
| Autriche | 6 827 | 6 957 | 6 929 | 6 887 | 6 908 | 6 879 | 7 022 | 7 137 | 7 256 | 6 % |
| Suède | 7 355 | 7 499 | 7 489 | 7 516 | 7 624 | 7 740 | 7 944 | 8 062 | 8 232 | 12 % |
| Royaume-Uni | 47 645 | 48 275 | 49 233 | 50 114 | 51 507 | 51 854 | 53 095 | 53 568 | 54 029 | 13 % |

Source : Eurostat

Évolution du PIB par habitant (en euros courants)



Source : Eurostat

— Zone euro (19 pays) — Allemagne — France — Espagne — Pays-Bas — Italie

DURÉE DU TRAVAIL : UNE VARIABLE CLÉ DE L'ÉCONOMIE

Nous constatons depuis le début des années 2000 un ralentissement de la croissance du PIB plus important en France qu'ailleurs dans la zone euro. La richesse par habitant des Français est désormais presque au même niveau (+3 %) que la moyenne de la zone euro alors qu'elle était encore supérieure de 12 % en 2000. Les Français se plaignent de leur manque de pouvoir d'achat tandis que les entreprises françaises ont perdu assez significativement en compétitivité depuis le début des années 2000. Derrière tous ces constats, on retrouve un dénominateur commun : la durée du travail, plus faible en France qu'ailleurs. La durée du travail peut se mesurer par différents indicateurs : heures hebdomadaires travaillées, nombre d'heures effectives travaillées dans l'année (voir encadré ci-dessous).

On peut également s'intéresser à la durée du travail tout au long de la vie. La France se caractérise par une entrée plus tardive de ses actifs sur le marché du travail (le taux d'emploi des 15-24 ans est l'un des plus faibles dans l'échantillon des pays européens retenus, avec 29,9 % contre 47,2 % en Allemagne, 50,6 % au Royaume-Uni) et par une sortie plus précoce que chez la plupart des parte-

naires européens (taux d'emploi des plus de 50 ans plus faible que celui de la plupart des pays européens de l'échantillon, 32,8 % contre 43,7 % en Allemagne ou 45,3 % en Suède). Les écarts de taux d'emploi, entre les pays qui ont les taux d'emploi les plus élevés et ceux qui ont les taux d'emploi les plus faibles, sont davantage marqués aux deux extrémités de la distribution des âges (pour les 15-24 ans et pour les plus de 50 ans). Il en résulte de moindres durées du travail tout au long de la vie pour les populations de ces pays, qui sont du reste également souvent les pays pour lesquels la durée annuelle effective de travail est parmi les plus faibles.

La France fait partie de ces pays qui, en plus de faire travailler en moyenne ses employés moins d'heures que les autres pays au cours d'une année, les font travailler moins longtemps au cours de leur vie. Cette double restriction de l'offre de travail ne peut que peser négativement sur la création de valeur (PIB par tête progressant plus faiblement que dans les pays qui mobilisent davantage leur population dans l'emploi). **Ceci va aboutir à un nombre d'heures travaillées plus faible que ce que le potentiel démographique français permettrait.**

11

Durée du travail : concepts et enquêtes

La durée individuelle de travail peut être abordée à partir de deux définitions prenant l'individu pour référence : la durée habituelle moyenne et la durée effective.

La durée habituelle hebdomadaire s'applique à une semaine normale sans événement exceptionnel (jour férié, congé, etc.) : elle inclut toutes les heures habituellement effectuées, y compris les heures supplémentaires régulières, rémunérées ou non.

La durée annuelle effective, définie par le Bureau international du travail, correspond au nombre d'heures effectivement prestées au cours d'une période de référence : elle inclut toutes les heures travaillées, y compris les heures supplémentaires rémunérées ou non, mais exclut les heures non travaillées pour cause de congé, jours fériés, maladie, maternité, etc.

La durée effective du travail est par exemple nulle pour les personnes ayant un emploi régulier mais n'ayant pas travaillé pendant cette semaine parce qu'elles étaient en congé. Elle peut être très élevée pour une personne ayant effectué un grand nombre d'heures supplémentaires. Cependant, l'échantillon des semaines de référence étant uniformément réparti sur 52 semaines,

on peut estimer des durées annuelles effectives de travail comme étant l'indicateur le plus pertinent. Les durées individuelles sont mesurées à partir des enquêtes Emploi de l'Insee, qui sont des enquêtes auprès des ménages.

Les données de durée effective annuelle du travail en Europe sont issues de l'enquête Forces de travail d'Eurostat.

LES DONNÉES

La relative faiblesse de la croissance française depuis 2010 provient essentiellement de la faible progression du nombre d'heures travaillées. Ce constat doit cependant être précisé.

Croissance entre 2010 et 2018 (en %)

| | Taux de croissance des heures travaillées entre 2010 et 2018 | Taux de croissance de la productivité | Taux de croissance de la valeur ajoutée sur 2010-2018 | taux de croissance annuel moyen |
|---------------|--|---------------------------------------|---|---------------------------------|
| Italie | -0,8 | 2,3 | 1,4 | 0,17 |
| Espagne | 0,9 | 7,1 | 8,1 | 0,97 |
| Belgique | 7,4 | 2,8 | 10,5 | 1,25 |
| France | 1,7 | 8,9 | 10,8 | 1,29 |
| Pays-Bas | 7,6 | 4,7 | 12,6 | 1,49 |
| Autriche | 6,3 | 7,1 | 13,9 | 1,64 |
| Allemagne | 6,5 | 8,7 | 15,8 | 1,86 |
| Royaume-Uni | 13,4 | 2,7 | 16,4 | 1,92 |
| Suède | 11,9 | 6,9 | 19,7 | 2,27 |

La comparaison du temps de travail entre différents pays est un exercice délicat. Si les enquêtes d'Eurostat conduisent à une durée effective du travail de 1 495 heures pour la France, tous actifs confondus, un chiffre un peu au-dessus de l'Allemagne (1 390 heures) ou des Pays-Bas (1 431 heures), il s'agit d'une moyenne.

En effet, il est important de tenir compte du poids de l'emploi à temps partiel et de la durée effective du travail pour un salarié à temps complet. De même il faut tenir compte des heures travaillées par les indépendants ou bien encore du poids des branches non-marchandes dans l'économie et de leur durée effective de travail.

Durée annuelle moyenne du travail – Ensemble des actifs (en heures)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Belgique | 1546 | 1560 | 1560 | 1558 | 1555 | 1547 | 1547 | 1549 | 1553 |
| Allemagne | 1426 | 1427 | 1408 | 1396 | 1400 | 1401 | 1395 | 1391 | 1390 |
| Espagne | 1710 | 1716 | 1701 | 1694 | 1695 | 1700 | 1702 | 1690 | 1701 |
| France | 1540 | 1546 | 1541 | 1526 | 1518 | 1519 | 1522 | 1505 | 1495 |
| Italie | 1777 | 1773 | 1734 | 1720 | 1717 | 1718 | 1722 | 1719 | 1723 |
| Pays-Bas | 1420 | 1420 | 1411 | 1415 | 1426 | 1426 | 1437 | 1435 | 1431 |
| Autriche | 1666 | 1672 | 1648 | 1632 | 1622 | 1605 | 1618 | 1617 | 1616 |
| Suède | 1635 | 1633 | 1618 | 1609 | 1609 | 1610 | 1622 | 1609 | 1613 |
| Royaume-Uni | 1630 | 1643 | 1658 | 1668 | 1675 | 1657 | 1673 | 1671 | 1665 |

Source : Eurostat

Durée annuelle effective du travail en France dans l'emploi principal des actifs en emploi (en heures)

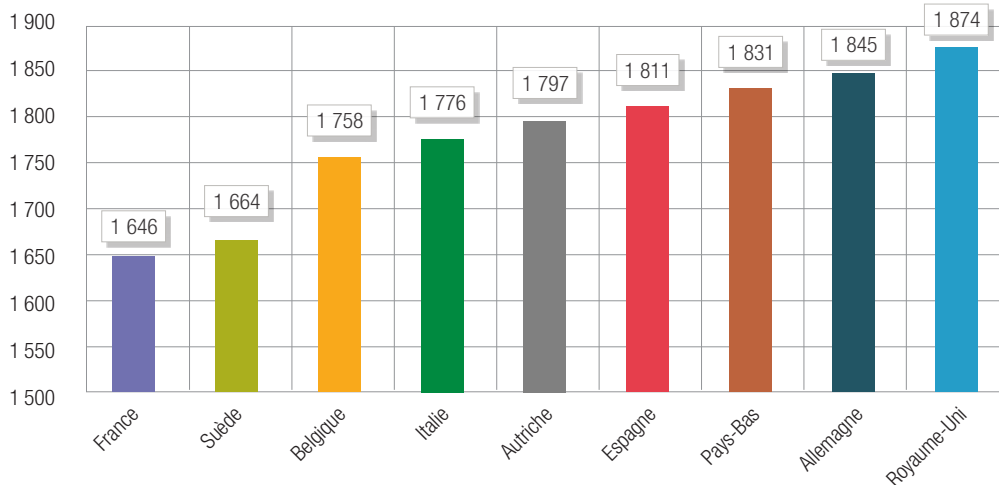
| | Non-salariés | | | Salariés | | | Ensemble des actifs | | |
|------|---------------|---------------|----------|---------------|---------------|----------|---------------------|---------------|----------|
| | Temps complet | Temps partiel | Ensemble | Temps complet | Temps partiel | Ensemble | Temps complet | Temps partiel | Ensemble |
| 2003 | 2 542 | 1 064 | 2 381 | 1 621 | 957 | 1 505 | 1 733 | 965 | 1 605 |
| 2004 | 2 555 | 1 060 | 2 381 | 1 632 | 972 | 1 516 | 1 739 | 978 | 1 610 |
| 2005 | 2 563 | 1 038 | 2 395 | 1 661 | 986 | 1 540 | 1 767 | 990 | 1 634 |
| 2006 | 2 555 | 1 027 | 2 393 | 1 661 | 994 | 1 541 | 1 771 | 997 | 1 638 |
| 2007 | 2 549 | 996 | 2 386 | 1 659 | 991 | 1 538 | 1 765 | 992 | 1 631 |
| 2008 | 2 496 | 1 017 | 2 336 | 1 673 | 981 | 1 551 | 1 766 | 984 | 1 634 |
| 2009 | 2 440 | 990 | 2 279 | 1 641 | 959 | 1 517 | 1 735 | 961 | 1 601 |
| 2010 | 2 448 | 906 | 2 271 | 1 680 | 975 | 1 549 | 1 775 | 969 | 1 632 |
| 2011 | 2 436 | 913 | 2 242 | 1 683 | 974 | 1 551 | 1 776 | 969 | 1 631 |
| 2012 | 2 433 | 939 | 2 232 | 1 681 | 975 | 1 550 | 1 772 | 972 | 1 628 |
| 2013 | 2 371 | 879 | 2 167 | 1 664 | 989 | 1 536 | 1 748 | 980 | 1 607 |
| 2014 | 2 359 | 894 | 2 116 | 1 663 | 973 | 1 530 | 1 746 | 965 | 1 598 |
| 2015 | 2 335 | 822 | 2 095 | 1 651 | 975 | 1 521 | 1 732 | 960 | 1 587 |
| 2016 | 2 375 | 818 | 2 122 | 1 691 | 986 | 1 556 | 1 774 | 969 | 1 623 |
| 2017 | 2 314 | 848 | 2 080 | 1 690 | 989 | 1 556 | 1 765 | 975 | 1 617 |
| 2018 | 2 300 | 851 | 2 065 | 1 679 | 985 | 1 549 | 1 753 | 972 | 1 609 |

Source : Insee, enquêtes Emploi en continu 2003-2018. D'après la Dares.

Les données de durée effective annuelle du travail, issues d'Eurostat pour une comparaison internationale, présentées ci-contre, comportent un biais de par le fait que les travailleurs ayant déclaré 0 heure de travail durant la semaine de référence de l'enquête

sont exclus. L'institut Rexecode avait demandé en 2016 des extractions complémentaires afin de produire une durée effective annuelle comparable entre pays européens. La comparaison même si elle porte sur l'année 2015 montre bien cependant le retard français.

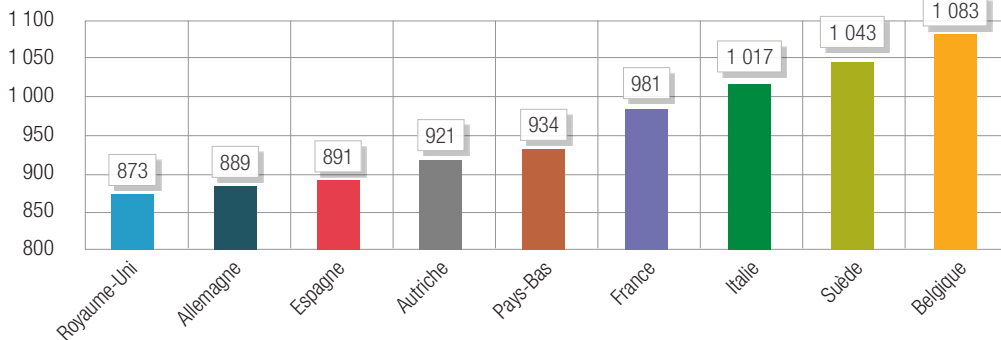
Durée annuelle effective de travail des salariés à temps complet en 2015 (en heures)



Source : Rexecode, document de travail n°59 de juin 2016, « La durée effective annuelle de travail en France et en Europe ». Les données Eurostat retraitées utilisées sont issues de l'enquête Forces de travail dont l'enquête emploi est la déclinaison française.

Sur la base des chiffres Insee, en 2018, les salariés à temps complet ont une durée annuelle effective de travail de 1 679 heures, un chiffre qui a faiblement progressé depuis 2003 et stagne depuis 2010 principalement du fait de la conjoncture.

Durée annuelle effective de travail des salariés à temps partiel en 2015 (en heures)



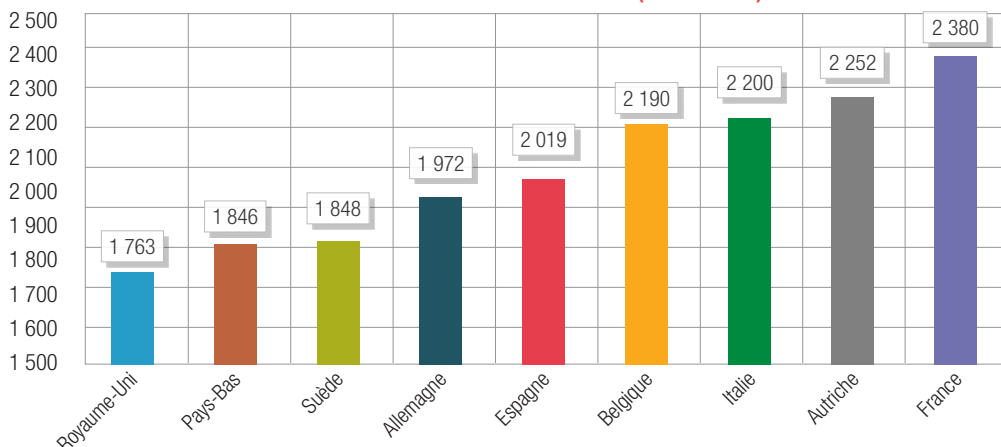
Source : Rexecode-Eurostat

Proportion des salariés à temps partiel (en % de l'ensemble des salariés)

| | Belgique | Allemagne | Espagne | France | Italie | Pays-Bas | Autriche | Suède | Royaume-Uni |
|------|----------|-----------|---------|--------|--------|----------|----------|-------|-------------|
| 2015 | 26,8 | 27,7 | 16,9 | 18,8 | 19,6 | 51,9 | 27,8 | 24,9 | 25 |

Sur la période 2003-2018, la durée annuelle effective du travail des travailleurs à temps partiel a augmenté légèrement (+ 0,7 %). Mais malgré cette évolution, la proportion de salariés à temps partiel en France n'a pas permis de combler le retard en heures travaillées.

Durée annuelle effective de travail des travailleurs indépendants des secteurs marchands en 2018 (en heures)



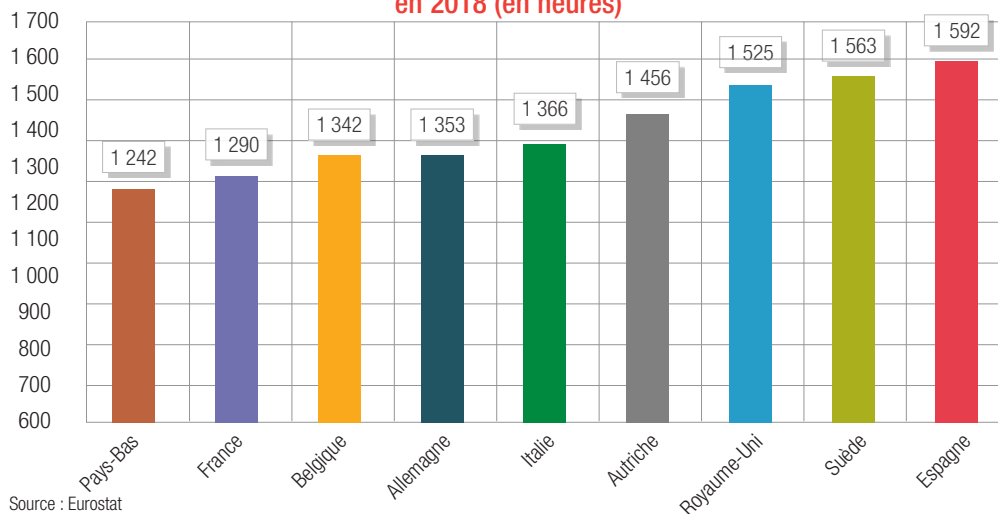
Source : Eurostat

Pour les non-salariés, les chiffres Insee indiquent qu'ils représentent un peu plus de 11 % des actifs, mais que leur durée annuelle effective de travail a chuté de près de 13 % entre 2003 et 2018.

Cependant, les non salariés sont la preuve que les Français ne sont pas culturellement rétifs au travail puisqu'ils ont en moyenne la

durée annuelle du travail la plus élevée des pays européens comparables.

Durée annuelle effective de travail des salariés des branches non marchandes en 2018 (en heures)



Source : Eurostat

Le nombre d'heures de travail des salariés des branches non marchandes est en revanche plus faible en France que dans la majorité des pays de l'Union européenne de notre échantillon (à l'exception des Pays-Bas).

Le nombre d'heures travaillées par salarié des branches non marchandes (administration publique, défense, éducation, santé humaine

et action sociale) est globalement partout plus faible que celui des salariés des branches marchandes (sauf en Allemagne) mais l'écart entre la durée annuelle de travail des salariés des branches marchandes et non marchandes est substantiel en France. À noter qu'il s'agit ici de l'ensemble des salariés, que ceux-ci travaillent à temps complet ou à temps partiel.

L'effet de la situation conjoncturelle sur la durée du travail

Il existe une certaine corrélation entre la durée de travail des salariés à temps complet et le taux de croissance de l'économie. On constate une évolution relativement conjointe du taux de croissance du PIB et de la durée annuelle effective du travail des salariés à temps complet. Cependant si la durée annuelle effective des salariés à temps complet des branches marchandes évolue bien en phase avec le taux de croissance, il n'en est pas de même pour le taux de croissance de la valeur ajoutée des branches non marchandes et la durée annuelle effective de travail des salariés à temps complet du secteur public.

Les évolutions de la durée annuelle effective du travail des salariés à temps complet dans le privé, qui accompagnent les évolutions de la valeur ajoutée marchande, indiquent qu'une hausse de la durée du travail n'est pas incompatible avec un maintien de la productivité dans les secteurs marchands.

La légère hausse de la durée annuelle effective des salariés à temps complet dans le secteur public ne semble pas avoir eu d'effet sur la croissance de la valeur ajoutée des branches non marchandes, ce qui suppose une faible progression, voire une diminution de la productivité dans le secteur non marchand.

Comparaison public/privé

Cet écart entre les branches marchandes et non marchandes doit amener à considérer de plus près les données pour les salariés du public et du privé. En 2018, les salariés à temps complet du public travaillent en moyenne sur l'année 8 % de moins que les salariés à temps complet du privé et 4 % de moins si on exclut les enseignants.

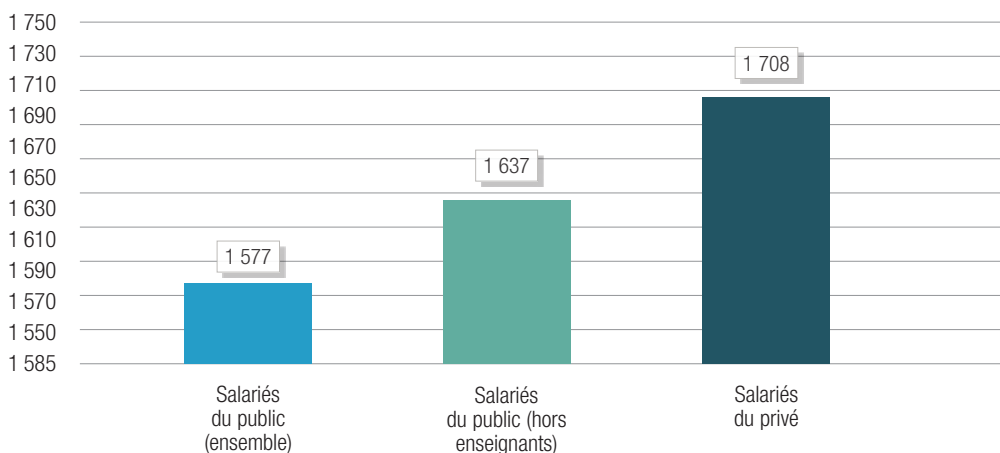
Durée annuelle effective du travail dans l'emploi principal des salariés selon le statut de l'employeur (en heures)

| | Temps complet | | | | Temps partiel | | | | Ensemble des salariés |
|------|---------------|---------------------------|-------|--------------|---------------|---------------------------|-------|------------|-----------------------|
| | Public | Public (hors enseignants) | Privé | Ensemble | Public | Public (hors enseignants) | Privé | Ensemble | |
| 2006 | 1 530 | 1 600 | 1 700 | 1 661 | 976 | 1 006 | 1 000 | 994 | 1 541 |
| 2007 | 1 529 | 1 598 | 1 695 | 1 659 | 980 | 1 007 | 995 | 991 | 1 538 |
| 2008 | 1 543 | 1 614 | 1 710 | 1 673 | 981 | 1 009 | 982 | 981 | 1 551 |
| 2009 | 1 535 | 1 602 | 1 671 | 1 641 | 966 | 999 | 956 | 959 | 1 517 |
| 2010 | 1 559 | 1 620 | 1 714 | 1 680 | 979 | 1 001 | 973 | 975 | 1 549 |
| 2011 | 1 572 | 1 632 | 1 713 | 1 683 | 988 | 1 011 | 969 | 974 | 1 551 |
| 2012 | 1 580 | 1 632 | 1 710 | 1 681 | 997 | 1 008 | 969 | 975 | 1 550 |
| 2013 | 1 551 | 1 619 | 1 698 | 1 664 | 992 | 1 008 | 988 | 989 | 1 536 |
| 2014 | 1 559 | 1 626 | 1 695 | 1 663 | 999 | 1 019 | 964 | 973 | 1 530 |
| 2015 | 1 525 | 1 590 | 1 688 | 1 651 | 981 | 1 004 | 972 | 975 | 1 521 |
| 2016 | 1 571 | 1 636 | 1 726 | 1 691 | 998 | 1 016 | 982 | 986 | 1 556 |
| 2017 | 1 585 | 1 647 | 1 720 | 1 690 | 1 012 | 1 036 | 981 | 989 | 1 556 |
| 2018 | 1 577 | 1 637 | 1 708 | 1 679 | 996 | 1 012 | 982 | 985 | 1 549 |

Source : Insee, enquête Emploi en continu, tableau d'après la Dares.

La moyenne de durée annuelle effective de travail des salariés à temps complet est de 1 577 heures dans le public et 1 708 heures dans le privé. Cette moyenne doit être corrigée du poids des enseignants: le temps de travail est alors de 1 637 heures dans le public. C'est dans les collectivités locales que le temps de travail est le plus faible.

Durée annuelle effective des salariés à temps complet en 2018 (en heures)



Suite au passage aux 35 heures, la durée du travail dans la fonction publique a été déterminée comme suit :

| Nombre de jours dans l'année | 365 jours |
|--|----------------------|
| Nombre de jours de repos hebdomadaires | 104 jours |
| Nombre de jours fériés (moyenne) | 8 jours |
| Nombre de jours de congé prévus | 25 jours |
| = Nombre de jours de travail | 228 jours |
| Nombre d'heures travaillées annuellement | 1 596 heures (228x7) |

Le volume de 1 596 heures a été arrondi à 1 600 heures puis à 1 607 heures à compter du 1^{er} janvier 2005 en raison de l'instauration de la journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées. Cependant on constate à partir du tableau ci-dessus que le nombre moyen de jours de congé dans le secteur public conduit à une durée annuelle inférieure aux 1 607 heures légales.

Cette conclusion rejoint celle régulièrement faite dans les rapports officiels ou par la Fondation iFRAP. En mars 2019, le rapport de l'inspection générale des finances sur le temps de travail dans la fonction publique d'État a remis en lumière ce phénomène à partir d'un champ d'étude couvrant 1,1 million d'agents, soit la totalité des personnels civils de l'État (à l'exclusion des enseignants), ainsi que les magistrats, les porteurs d'uniformes dont les militaires et les gendarmes et 300 000 agents

Nombre de jours de congé pris en fonction du temps de travail et du type d'employeur

| | Moyenne |
|--|-----------|
| Ensemble | 33 |
| Temps de travail | |
| Temps partiel | 30 |
| Temps complet | 34 |
| Type d'employeur | |
| Fonction publique d'État | 55 |
| Fonction publique d'État, hors enseignants | 43 |
| Fonction publique territoriale | 39 |
| Fonction publique hospitalière | 35 |
| Secteur privé | 29 |

Lecture : en 2015, les salariés du secteur privé prennent en moyenne 29 jours de congé ordinaires et jours de RTT par an. Champ : salariés âgés de 15 à moins de 75 ans, ayant au moins un an d'ancienneté dans leur emploi, exerçant une activité régulière, hors stagiaires et apprentis ; France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Emploi 2015.

exerçant leurs fonctions dans les établissements publics sous tutelle. Les conclusions du rapport ont fait sensation : 310 000 agents au moins travaillent moins de 1 607 heures par an.

En 2015, la Cour des comptes avait déjà estimé que la fonction publique territoriale travaillait 1 567 heures par an, soit une perte de 40 heures par an et par agent. En 2016, le rapport commandé à Philippe Laurent, secrétaire général de l'association des maires de France, sur le bilan de l'application des 35 heures démontrait qu'en moyenne, les trois fonctions publiques, travaillent 1 584 heures par an, soit 23 heures par an et par agent en dessous du service légal. En cause ? Le maintien des régimes antérieurs, la création de règles dérogatoires et de jours de congé (la liste des motifs d'absences dans la fonction publique compte aujourd'hui près de 40 motifs différents...).

QUELLE PERTE DE VALEUR À CAUSE DE LA PLUS FAIBLE DURÉE DU TEMPS DE TRAVAIL ?

Nous avons voulu mesurer quelle était la perte exprimée en milliards d'euros de PIB liée à notre plus faible durée du travail. Pour cela, nous avons fait le choix de nous comparer à un échantillon de pays européens suivants : Belgique, Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Autriche, Suède, Royaume-Uni. Pour mesurer les effets, nous avons également tenu compte des caractéristiques atypiques de la France sur ces 20 dernières années :

■ son secteur non marchand est davantage développé que celui des pays de l'échantillon : « taille » supérieure de 20 % à la moyenne de l'échantillon de pays européens (ramenée à l'échelle de la France) ;

■ la durée du travail est inférieure à celle de l'échantillon de pays européens d'environ 5 % en 1998 et 2018 et de presque 8 % en 2002, juste après la mise en place des 35 heures (pour l'ensemble des branches) ;

■ l'emploi est également plus faible en France que celui des pays de l'échantillon ramené à l'échelle de la France, ce qui est la manifestation d'un plus faible taux d'emploi, notamment du fait d'un âge de la retraite plus précoce et d'un taux de chômage plus élevé. L'écart en emploi était de l'ordre de 7 % en 1998 et 2002 avec les autres pays de l'échantillon. Il a grimpé à 13 % en 2018 du fait d'un chômage plus élevé en France qu'en moyenne dans les pays européens comparables ;

■ les heures travaillées dans l'ensemble des branches sont donc plus faibles en France que dans les pays de l'échantillon de contrôle : de 10 % en 1998, de 15 % en 2002 et de 17 % en 2018 ;

■ la productivité du travail dans l'ensemble des branches est plus forte en France que dans les pays de l'échantillon de contrôle (de 12 %, 14 % puis 18 %) ;

■ cette plus forte productivité du travail n'est cependant pas suffisante pour combler la moindre durée du travail en France et la

valeur ajoutée de l'ensemble des branches est plus faible que celle de l'échantillon de contrôle ramené à l'échelle de la France de 2 % en 2002 et 2018 (même niveau en 1998).

Principaux résultats

Nos évaluations sur le manque de valeur ajoutée imputable à la plus faible durée du travail en France nous conduisent aux résultats suivants : si la France avait eu la même durée du travail que la moyenne des pays de l'échantillon de contrôle, elle aurait eu une valeur ajoutée de l'ensemble des branches supérieure de 80 milliards d'euros en 1998, de 150 milliards d'euros en 2002 et de 107 milliards d'euros en 2018 (euros constants de 2018).

Le taux de chômage demeure plus élevé en France qu'en moyenne dans les pays de l'échantillon de contrôle. Si la France avait eu le même taux de chômage que celui moyen des pays de l'échantillon de contrôle, elle aurait bénéficié d'un supplément de valeur ajoutée de 16 milliards d'euros en 1998, 43 milliards d'euros en 2002 et 38 milliards d'euros en 2018 (euros constants de 2018).

La plus faible durée du travail en France n'est donc pas un remède au chômage et ampute significativement la valeur ajoutée française.

Les résultats dans le secteur non marchand

Dans certains des pays de l'échantillon de contrôle, la durée du travail a fléchi du fait du recours au temps partiel (Pays-Bas par exemple). Cela a eu cependant pour conséquence de diminuer très significativement le chômage et d'augmenter sensiblement le taux d'emploi.

Dans le secteur non marchand français, on peut considérer que la plus faible durée du travail a amputé la valeur ajoutée de 19 milliards d'euros en 1998, 43 milliards d'euros en 2002 et encore 34 milliards d'euros

aujourd'hui (euros constants de 2018). Alors que le secteur non marchand français représente entre 21 et 22 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des branches selon les années, la perte de valeur ajoutée imputable à la plus faible durée du travail dans cette branche explique 24 % de la perte de valeur ajoutée pour l'ensemble des branches en 1998, 29 % en 2002 et 32 % en 2018.

La productivité horaire du travail dans la branche non marchande en France est inférieure à celle existante dans les branches marchandes françaises (de 24 % en 1998, de 20 % en 2002 et encore de 19 % en 2018). Si la productivité horaire du travail dans la branche non marchande a davantage progressé en France que dans les pays de l'échantillon sur la période, le poids plus important en France de la branche non marchande a pesé sur le développement de la valeur ajoutée française. Après avoir

diminué entre 1998 et 2010, l'écart de poids de la branche non marchande dans l'ensemble des branches en France relativement à l'échantillon de pays européens de contrôle est reparti à la hausse à partir de 2010 et s'inscrit autour de 4 points.

L'augmentation de la durée du travail pourrait donc apporter une croissance supplémentaire en France tant dans les branches marchandes que dans la branche non marchande. Dans cette dernière, elle pourrait également être un levier de la diminution du poids des dépenses publiques (économies de coût).

Récapitulatif

Les données de base sur lesquelles nous nous appuyons pour la France sont les suivantes : valeur ajoutée, productivité, heures travaillées en milliards d'heures et emploi. Nous reconstituons les mêmes données pour un échantillon de contrôle européen.

Ensemble des branches en France

| | Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants) | Productivité (en euros courants) | Heures travaillées (en milliards d'heures) | Heures/Emploi (heures par an) | Emploi (millions de personnes) |
|------|--|-------------------------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|
| 1998 | 1 200 | 31,0 | 38,7 | 1 585 | 24,4 |
| 2002 | 1 430 | 36,4 | 39,3 | 1 504 | 26,1 |
| 2018 | 2 091 | 49,8 | 42,0 | 1 495 | 28,1 |

Ensemble des branches pour notre échantillon européen de contrôle

| | Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants) | Productivité (en euros courants) | Heures travaillées (en milliards d'heures) | Heures/Emploi (heures par an) | Emploi (millions de personnes) |
|------|--|-------------------------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|
| 1998 | 5 611 | 27,6 | 203 | 1 664 | 122 |
| 2002 | 6 739 | 31,8 | 212 | 1 629 | 130 |
| 2018 | 9 697 | 42,2 | 230 | 1 573 | 146 |

Afin de pouvoir comparer notre échantillon européen de contrôle avec la France, nous ramenons les montants à l'échelle de la France en appliquant le ratio de la population française à la population de l'échantillon de pays européens (environ 20 %) : l'emploi est obtenu en appliquant le ratio de la population française à la population de l'ensemble des pays de l'échantillon hors France.

Ensemble des branches pour notre échantillon européen de contrôle ramené à l'échelle de la France

| | Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants) | Productivité (en euros courants) | Heures travaillées (en milliards d'heures) | Heures/emploi (heures par an) | Emploi (millions de personnes) |
|------|--|----------------------------------|--|-------------------------------|--------------------------------|
| 1998 | 1 200 | 27,6 | 43,4 | 1 664 | 26,1 |
| 2002 | 1 462 | 31,8 | 45,9 | 1 629 | 28,2 |
| 2018 | 2 137 | 42,2 | 50,6 | 1 573 | 32,2 |

Ce calcul nous permet d'évaluer quelle perte la France a subie par rapport à ce qu'aurait été la situation de la France avec les caractéristiques de l'échantillon des pays européens retenus.

Évolution de l'ensemble des branches en France (rapport du niveau français et du niveau de l'échantillon rapporté à l'échelle de la France pour chacune des années)

| | Valeur ajoutée | Productivité | Heures travaillées | Heures/emploi | Emploi |
|------|----------------|--------------|--------------------|---------------|--------|
| 1998 | 99,9 | 112,2 | 89,1 | 95,3 | 93,5 |
| 2002 | 97,8 | 114,5 | 85,3 | 92,3 | 92,5 |
| 2018 | 97,9 | 117,9 | 83,0 | 95,0 | 87,3 |

Rapport du niveau français et du niveau de l'échantillon rapporté à l'échelle de la France pour chacune des années.

Manque de valeur ajoutée imputable à la plus faible durée du travail en France relativement à celle du groupe de contrôle (ensemble des branches)

| | Heures travaillées si même durée que dans le groupe de contrôle (indice) | Productivité (indice) | Valeur ajoutée si même durée que dans le groupe de contrôle (indice) | Valeur ajoutée effective (indice) | Écart de VA dû à la plus faible durée du travail (indice) | Écart de VA dû à la plus faible durée du travail (en milliards d'euros courants) | Écart de VA dû à la plus faible durée du travail (en milliards d'euros constants de 2018) |
|------|--|-----------------------|--|-----------------------------------|---|--|---|
| 1998 | 93,5 | 112,2 | 104,9 | 99,9 | 5,0 | 60 | 80 |
| 2002 | 92,5 | 114,5 | 105,9 | 97,8 | 8,1 | 118 | 150 |
| 2018 | 87,3 | 117,9 | 102,9 | 97,9 | 5,0 | 107 | 107 |

Si la France avait la même durée du travail que la moyenne de celle des pays de l'échantillon de contrôle, elle aurait eu une valeur ajoutée de l'ensemble des branches supérieure de 80 milliards d'euros en 1998, de 150 milliards d'euros en 2002 et de 107 milliards d'euros en 2018 (euros constants de 2018).

CONCLUSION

La comparaison du temps de travail entre différents pays est un exercice délicat. Si les enquêtes d'Eurostat conduisent à une durée effective du travail de 1 495 heures pour la France, tous actifs confondus, un chiffre un peu au-dessus de l'Allemagne (1 390 heures) ou des Pays-Bas (1 431 heures), il s'agit d'une moyenne. En effet, il est important de tenir compte du poids de l'emploi à temps partiel et de la durée effective du travail pour un salarié à temps complet. Sur la base des chiffres Insee, en 2018, les salariés à temps complet ont une durée annuelle effective de travail de 1 679 heures, un chiffre qui a faiblement progressé depuis 2003 et stagne depuis 2010 principalement du fait de la conjoncture. Comparée aux autres pays européens (sur des bases comparables), la durée du travail effective des salariés à temps complet était de 1 646 heures en 2015, la plus faible de l'échantillon des pays retenus. Et si dans certains des pays de l'échantillon, la durée du travail a fléchi (Pays-Bas par exemple) c'est parce que ces pays ont fait le choix du recours au temps partiel pour diminuer le chômage, ce qui n'est pas le choix de la France.

En revanche, il faut prendre en considération la faible durée du travail des branches non marchandes (Administration publique, défense, éducation, santé humaine et action sociale), plus faible qu'ailleurs en Europe. Car le poids des emplois des branches non marchandes est plus élevé en France. Ce qui doit conduire à s'interroger sur la durée annuelle effective de l'emploi principal des salariés du public : 1 577 heures, 1 637 heures hors enseignants, contre 1 679 heures pour le privé. Ces chiffres rejoignent des conclusions de nombreuses fois relevées dans des rapports publics notamment le rapport Laurent sur le

temps de travail dans la fonction publique. Ce rapport constatait un temps de travail moyen de 1 584 heures soit 23 heures en moins en dessous du régime légal (1 607 heures), en raison de motifs d'absences très nombreux, et souvent maintenus, malgré le passage aux 35 heures, conduisant à un nombre total de jours de congé supérieur (35 à 43 jours de congé) à celui observé dans le privé (29 jours).

Cette faiblesse de la durée effective de travail a bien entendu un impact que cette étude a estimé à partir d'un échantillon de pays européens (Belgique, Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Autriche, Suède, Royaume-Uni). Nous avons comparé les situations entre 1998 et 2018, soit 20 ans après le passage aux 35 heures. Nous avons également tenu compte des caractéristiques atypiques de la France sur ces 20 dernières années : son secteur non marchand davantage développé, un taux d'emploi plus faible notamment du fait d'un âge de la retraite plus précoce, d'un âge plus tardif d'entrée dans la vie active et d'un taux de chômage plus élevé. Nos évaluations sur le manque de valeur ajoutée imputable à la plus faible durée du travail nous conduisent aux résultats suivants : 107 milliards d'euros de valeur ajoutée perdus par la France, que les différentes lois et ordonnances récentes concernant le marché du travail n'ont pas fait totalement disparaître. La plus faible durée du travail en France n'est donc pas un remède au chômage et ampute significativement la valeur ajoutée française. Dans le secteur non-marchand, la perte de valeur ajoutée pèse d'un poids particulièrement important et s'élève à 19 milliards d'euros en 1998, 43 milliards d'euros en 2002 et encore 34 milliards d'euros aujourd'hui (euros constants de 2018) par rapport aux pays comparés.

Annexes : comparaison européenne - calculs complémentaires

Impact du chômage

Nous examinons ensuite les conséquences du taux de chômage plus élevé en France qu'en moyenne dans les pays de l'échantillon.

Manque de valeur ajoutée imputable au niveau plus élevé du chômage en France relativement à celle du groupe de contrôle (ensemble des branches)

| | Heures travaillées si même taux de chômage que le groupe de contrôle (indice) | Productivité (indice) | Valeur ajoutée si même taux de chômage que le groupe de contrôle (indice) | Valeur ajoutée effective (indice) | Écart de VA dû au plus fort taux de chômage (indice) | Écart de VA dû au taux de chômage plus élevé (en milliards d'euros courants) | Écart de VA dû au taux de chômage plus élevé (en milliards d'euros constants de 2028) |
|------|---|-----------------------|---|-----------------------------------|--|--|---|
| 1998 | 89,9 | 112,2 | 100,9 | 99,9 | 1,0 | 12 | 16 |
| 2002 | 87,4 | 114,5 | 100,1 | 97,8 | 2,3 | 34 | 43 |
| 2018 | 84,6 | 117,9 | 99,7 | 97,9 | 1,8 | 38 | 38 |

Hypothèse que les chômeurs supplémentaires auraient un emploi avec maintien du niveau de productivité

On mesure ici l'impact du taux de chômage plus élevé en France qu'en moyenne dans les pays de l'échantillon de contrôle. Si la France avait eu le même taux de chômage que la moyenne des pays européens comparables, elle aurait bénéficié d'un supplément de valeur ajoutée de 38 milliards d'euros en 2018 (euros constants de 2018). La plus faible durée du travail en France a donc un impact significatif sur la croissance de la valeur ajoutée et n'est pas une solution face au chômage.

Calculs pour la branche non-marchande

Le poids plus important en France de la branche non marchande dans la valeur ajoutée de l'ensemble des branches a pesé sur le développement de la valeur ajoutée française. Nous avons voulu en mesurer l'effet.

Branche non marchande en France

| | Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants) | Productivité (en euros courants) | Heures travaillées (en milliards d'heures) | Heures/Emploi (heures par an) | Emploi (millions de personnes) |
|------|--|----------------------------------|--|-------------------------------|--------------------------------|
| 1998 | 257 | 25,2 | 10,2 | 1 396 | 7,3 |
| 2002 | 301 | 30,6 | 9,8 | 1 305 | 7,5 |
| 2018 | 467 | 42,2 | 11,1 | 1 331 | 8,3 |

Branche non marchande pour notre échantillon européen de contrôle

| | Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants) | Productivité (en euros courants) | Heures travaillées (en milliards d'heures) | Heures/Emploi (heures par an) | Emploi (millions de personnes) |
|------|--|----------------------------------|--|-------------------------------|--------------------------------|
| 1998 | 940 | 23,5 | 40,0 | 1 473 | 27,2 |
| 2002 | 1 161 | 27,5 | 42,2 | 1 450 | 29,1 |
| 2018 | 1 785 | 35,7 | 50,0 | 1 431 | 35,0 |

Afin de pouvoir comparer notre échantillon européen de contrôle avec la France, nous ramenons les montants à l'échelle de la France en appliquant le ratio de la population française à la population de l'échantillon de pays européens (environ 20 %).

Branche non marchande pour notre échantillon européen de contrôle ramené à l'échelle de la France

| | Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants) | Productivité (en euros courants) | Heures travaillées (en milliards d'heures) | Heures/Emploi (heures par an) | Emploi (millions de personnes) |
|------|--|----------------------------------|--|-------------------------------|--------------------------------|
| 1998 | 201 | 23,5 | 8,6 | 1 473 | 5,8 |
| 2002 | 252 | 27,5 | 9,2 | 1 450 | 6,3 |
| 2018 | 393 | 35,7 | 11,0 | 1 431 | 7,7 |

On relève immédiatement que le poids du secteur non marchand français en termes d'emploi et de valeur ajoutée est bien plus important que celui de l'échantillon de contrôle. En 2018, la valeur ajoutée du secteur non marchand français est de 19 % supérieure à celle du secteur non marchand de notre échantillon de contrôle ramené à l'échelle de la France.

Évolution de la branche marchande en France (rapport du niveau français et du niveau de l'échantillon rapporté à l'échelle de la France pour chacune des années)

| | Valeur ajoutée | Productivité | Heures travaillées | Heures/Emploi | Emploi |
|------|----------------|--------------|--------------------|---------------|--------|
| 1998 | 127,8 | 107,5 | 118,9 | 94,8 | 125,4 |
| 2002 | 119,4 | 111,1 | 107,5 | 90,0 | 119,4 |
| 2018 | 118,9 | 118,3 | 100,4 | 93,0 | 107,9 |

Manque de valeur ajoutée imputable à la plus faible durée du travail en France relativement à celle du groupe de contrôle (branches non-marchandes)

| | Heures travaillées si même durée du travail que dans le groupe de contrôle (indice) | Productivité (indice) | Valeur ajoutée si même durée du travail que dans le groupe de contrôle (indice) | Valeur ajoutée effective (indice) | Écart de VA dû à la plus faible durée du travail (indice) | Écart de VA dû à la plus faible durée du travail (en milliards d'euros courants) | Écart de VA dû à la plus faible durée du travail (en milliards d'euros constants) |
|------|---|-----------------------|---|-----------------------------------|---|--|---|
| 1998 | 125,4 | 107,5 | 134,8 | 127,8 | 7,0 | 14 | 19 |
| 2002 | 119,4 | 111,1 | 132,7 | 119,4 | 13,3 | 34 | 43 |
| 2018 | 107,9 | 118,3 | 127,6 | 118,9 | 8,7 | 34 | 34 |

La perte de valeur ajoutée imputable à la plus faible durée du travail dans cette branche explique 24 % de la perte de valeur ajoutée pour l'ensemble des branches en 1998, 29 % en 2002 et 32 % en 2018.

Calculs pour les branches marchandes

Branches marchandes en France

| | Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants) | Productivité (en euros courants) | Heures travaillées (en milliards d'heures) | Heures/Emploi (heures par an) | Emploi (millions de personnes) |
|------|--|----------------------------------|--|-------------------------------|--------------------------------|
| 1998 | 942 | 33,1 | 28,5 | 1 666 | 17,1 |
| 2002 | 1 130 | 38,4 | 29,4 | 1 585 | 18,6 |
| 2018 | 1 623 | 52,4 | 31,0 | 1 565 | 19,8 |

Branches marchandes pour notre échantillon européen de contrôle

| | Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants) | Productivité (en euros courants) | Heures travaillées (en milliards d'heures) | Heures/Emploi (heures par an) | Emploi (millions de personnes) |
|------|--|----------------------------------|--|-------------------------------|--------------------------------|
| 1998 | 4 671 | 28,5 | 163,7 | 1 719 | 95,2 |
| 2002 | 5 578 | 32,9 | 169,5 | 1 681 | 100,8 |
| 2018 | 7 913 | 44,0 | 180,0 | 1 618 | 111,2 |

Dans cette dernière partie, il s'agit de mesurer la perte de compétitivité imputable à la plus faible durée du travail effective en France comparé aux autres pays européens de notre échantillon. Cette question, associée au poids de la fiscalité qui pèse sur les entreprises, est un enjeu de notre redressement économique.

Branches marchandes pour notre échantillon européen de contrôle ramené à l'échelle de la France

| | Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants) | Productivité (en euros courants) | Heures travaillées (en milliards d'heures) | Heures/Emploi (heures par an) | Emploi (millions de personnes) |
|------|--|----------------------------------|--|-------------------------------|--------------------------------|
| 1998 | 999 | 28,5 | 35,0 | 1 719 | 20,4 |
| 2002 | 1 210 | 32,9 | 36,8 | 1 681 | 21,9 |
| 2018 | 1 744 | 44,0 | 39,7 | 1 618 | 24,5 |

Évolution des branches marchandes en France (rapport du niveau français et du niveau de l'échantillon rapporté à l'échelle de la France pour chacune des années)

| | Valeur ajoutée | Productivité | Heures travaillées | Heures/Emploi | Emploi |
|------|----------------|--------------|--------------------|---------------|--------|
| 1998 | 94,3 | 116,1 | 81,3 | 96,9 | 83,9 |
| 2002 | 93,3 | 116,7 | 80,0 | 94,3 | 84,8 |
| 2018 | 93,1 | 119,2 | 78,1 | 96,7 | 80,8 |

Malgré une productivité plus élevée en France des branches marchandes, le plus faible nombre d'heures travaillées pèse sur la valeur ajoutée française comparée aux autres pays européens.

Évolution des branches marchandes en France (rapport du niveau français et du niveau de l'échantillon rapporté à l'échelle de la France pour chacune des années)

| | Heures travaillées si même durée du travail que dans le groupe de contrôle (indice) | Productivité (indice) | Valeur ajoutée si même durée du travail que dans le groupe de contrôle (indice) | Valeur ajoutée effective (indice) | Écart de VA dû à la plus faible durée du travail (indice) | Écart de VA dû à la plus faible durée du travail (en milliards d'euros courants) | Écart de VA dû à la plus faible durée du travail (en milliards d'euros constants) |
|------|---|-----------------------|---|-----------------------------------|---|--|---|
| 1998 | 83,9 | 116,1 | 97,4 | 94,3 | 3,1 | 31 | 41 |
| 2002 | 84,8 | 116,7 | 99,0 | 93,3 | 5,7 | 69 | 88 |
| 2018 | 80,8 | 119,2 | 96,3 | 93,1 | 3,2 | 56 | 56 |